

L'Égypte rappelle ses positions

Dossier de la rédaction de H2o
June 2022

La politique suscitée par la construction de l'un des plus grands barrages d'Afrique sur le Nil Bleu, en Égypte, continue d'être au centre des préoccupations des autorités égyptiennes. "L'Égypte, depuis les années 1960, a travaillé pour coopérer avec les pays du Nil. (...) Les eaux du Nil constituent la seule source de vie de l'Égypte. (...) Il faut éviter de politiser cette question. (...) Je souhaite que notre pays frère, l'Éthiopie, revienne à de meilleurs sentiments pour coopérer avec les autres pays du Nil. Que les bailleurs de fonds, la communauté internationale aident les blocs et non les pays pris individuellement. (...) Face au changement climatique et à la sécheresse, l'Égypte a intensifié à promouvoir la coopération, la solidarité entre les pays africains. Cette solidarité est nécessaire pour le développement de notre continent. Nous espérons qu'on y arrivera un jour." En s'exprimant ainsi, le dimanche 15 mai 2022, au siège du Conseil égyptien des Affaires étrangères (CEAE), devant les représentants des médias africains invités en Égypte du 15 au 16 mai 2022, l'ambassadeur Marwan Badr, membre dudit Conseil, traduit sa détermination et celle de l'Égypte entière à voir enfin le bout du tunnel dans cette politique née entre les deux pays : l'Égypte et l'Éthiopie.

Tout a commencé en avril 2011 où l'Éthiopie a procédé à la pose de la première pierre du Grand barrage de la Renaissance, à construire dans le nord-ouest de ce pays, près de la frontière avec le Soudan, sur le Nil bleu. Il est annoncé comme le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique avec une capacité de près de 6 500 mégawatts. Le point majeur de discorde entre les deux pays réside dans les plans de remplissage du réservoir de ce barrage. Les autorités égyptiennes accordent un intérêt particulier à la réalisation de ce grand projet et s'empressent de l'achever le plus tôt possible. Dans la mesure où ce barrage, estiment-elles, leur permettra de couvrir les besoins internes en électricité, donc l'autosuffisance énergétique. Elles ont donc engagé des travaux de remplissage du bassin qui ont pu avoir lieu en 2020. Ce qui a ravivé le courroux des autorités égyptiennes. La raison principale : en aval, l'Égypte qui tire son plus grand profit des eaux du Nil dont environ 85 % proviennent du bassin de l'Éthiopie, voit ses "droits historiques" sur le Nil menacés et craint un véritable danger pour son approvisionnement en eau. En clair, avec le remplissage du réservoir du plus grand barrage d'Afrique, le débit en aval pourrait baisser et impacter les réservoirs du lac Nasser et le barrage d'Assouan d'Égypte qui produit la grande partie de l'électricité du pays. L'Égypte craint aussi les répercussions de cette infrastructure sur les autres secteurs de son économie, notamment le transport sur le Nil, la réduction du volume d'eau d'irrigation pour l'agriculture, tout comme les activités de pêche et de navigation. Plusieurs tentatives de conciliation entre les deux pays n'ont pu aboutir. "Toutes les négociations avec l'Éthiopie sont restées vaines. On a compris que l'Éthiopie ne veut pas respecter les clauses de la déclaration de 2015, signée par les trois pays, à savoir le Soudan, l'Éthiopie et l'Égypte et ne veut pas le développement de la région du Nil. L'Égypte a interpellé le Conseil sécurité des Nations unies, l'Union africaine, mais aucune réponse positive n'a été obtenue. Les changements de l'UA font qu'on recommence le processus chaque année. Ce qui fait qu'il n'avance pas pour son règlement", déplore le diplomate égyptien. Cependant, l'Égypte appelle toujours le concours de l'Union africaine et de toute autre volonté en vue d'une solution durable favorable aux deux parties. "L'Égypte a une tradition de solidarité, de coopération. Nous voulons maintenir la solidarité entre les pays. Cette coopération est nécessaire. Nous espérons qu'on y arrivera", souhaite l'ambassadeur Marwan Badr.

Germaine Boni, Fratmat.info (Abidjan) - AllAfrica